

## COMMUNIQUE DE PRESSE D'ATTAC TOGO SUR L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE PARITAIRE ACP-UE

ATTAC Togo a suivi avec attention les discussions tenues lors de la dernière assemblée paritaire Afrique Caraïbes Pacifique - Union européenne (ACP – UE) notamment sur la question de la dette extérieure des pays ACP.

ATTAC Togo se réjouit de l'importance que les représentants des populations des pays ACP et UE ont accordée à cette thématique majeure et salue la prise en compte par les parlementaires de certaines des propositions faites par la société civile engagée sur cette thématique.

Des années après le début de la crise de la dette au Sud, nous voilà dans une nouvelle crise de la dette qui plonge le monde dans des inquiétudes encore plus grandes. La crise financière et politique que traverse l'Union Européenne doit être analysée non comme une crise économique cyclique mais surtout comme une faillite du système économique dans son ensemble. Sans une analyse profonde, aucune solution durable de sortie de crise ne saurait être trouvée. Les échecs des différentes mesures prises depuis le début de la crise en 2008 en sont la preuve. Au regard de l'histoire récente des pays ACP, les plans d'austérités mis en œuvre en Europe ne représentent en rien des solutions de sortie de crise. Plus d'un quart de siècle après avoir subi ces mêmes mesures, aucun pays ACP n'a vu ses problèmes de dette résolus. Au contraire, l'endettement est allé croissant et reste problématique. D'où l'importance accordée à ce sujet brûlant par l'Assemblée paritaire.

ATTAC Togo se réjouit de voir la place occupée par la question de l'annulation des dettes dans les débats. Les récentes annulations des créances dans le bilan des banques occidentales suite à la crise et les renflouements successifs de ces dernières par des fonds publics nous font croire que l'entièreté des dettes actuelles des pays ACP pourra être effacée. En effet, la dette extérieure publique entière des pays en développement, dont font partie les pays ACP, est de 1580 milliards de dollars alors que l'Union Européenne a consacré 2000 milliards d'euros en 2008 - sans succès d'ailleurs - pour sauver ses banques. Il nous paraît plus urgent de sauver la vie d'un milliard et demi d'habitants des pays ACP, victimes de la privatisation des secteurs sociaux de base suite aux plans d'ajustement structurel, que de sauver les banques et leurs actionnaires. Comme le disait Thomas Sankara dans son discours en juillet 1987 à l'Organisation de l'Unité Africaine: « Si nous ne payons pas, ils ne mourront pas ». Il est à rappeler que les dettes des pays ACP sont odieuses car contractées par des régimes dictatoriaux qui ont souvent eu le soutien des institutions européennes pour opprimer leur peuple. Les cas récents de la Tunisie et de l'Egypte sont toujours dans les esprits. Les dettes de ces pays doivent d'ailleurs être purement et simplement annulées en mea-culpa au silence et au soutien de l'UE à leurs dictateurs.

Quelque soit le niveau de développement d'un pays, le paiement de la dette repose sur ses populations. Il est important que les populations soient informées des affectations réelles des sommes prêtées. Au Nord comme au Sud, des audits sont donc nécessaires afin de faire le bilan et voir les conditions qui entourent les prêts contractés. Au-delà de l'action des auditeurs étatiques que l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE demande dans sa résolution, ATTAC Togo pense nécessaire que dans chaque pays ACP-UE naissent des commissions indépendantes d'audit à l'image de la commission créée par le gouvernement équatorien en 2007 et qui a pu faire un audit intégral de la dette de ce pays. ATTAC Togo demande aux différents parlementaires, représentants des peuples, d'œuvrer dans leur pays respectif pour que des audits de la dette indépendants soient mis en place avec une participation populaire. Aucun partenariat ne sera possible entre les ACP et l'UE tant que perdura l'étau de la dette qui perpétue la domination des pays du Nord sur ceux du Sud. Une relation de partenariat entre l'Europe et les ACP passe impérativement par une remise en cause des politiques actuelles d'échange et d'aide qui sont des instruments d'assujettissement et de dépendance. ATTAC Togo appelle tous les parlementaires des pays ACP à réclamer une annulation totale et sans condition de toutes les dettes avant la mise en œuvre de tout partenariat comme l'UE veut l'imposer à travers le traité de Lisbonne.

Dans un contexte de crise où la voix des peuples n'est plus prise en compte au Sud comme au Nord, où toute expression publique d'indignation contre la crise, ses effets et les gouvernements est réprimée, nous demandons aux parlementaires ACP – UE d'être plus que jamais vigilants sur la défense des libertés d'expression et d'action des citoyens. ATTAC Togo soutient plus que jamais la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières et la fermeture de tous les paradis fiscaux afin de lutter contre l'évasion fiscale et les détournements de fonds en Afrique.

Fait à Lomé le 24 Novembre 2011

ATTAC Togo, membre du réseau International CADTM